

La démocratisation de l'information comme processus de qualification de la participation : l'expérience de l'Observatoire de la Ville de Porto Alegre

Carlos Eduardo Gomes Macedo¹

Introduction

L'objectif de cet article est de présenter de façon synthétique le traitement de la démocratisation de l'information dans les deux principales instances de participation qui marquent, voire caractérisent les dernières administrations de la ville de Porto Alegre : le **Budget Participatif** et la **Gouvernance Solidaire Locale**.

Dans ce but, nous divisons le texte en trois parties : a) brève présentation des caractéristiques et des données récentes sur le Budget participatif et la façon dont y était conçue l'information ; b) brève présentation de la conception et de la mise en place de la Gouvernance solidaire locale ; et c) création de l'Observatoire de la Ville de Porto Alegre (ObservaPoa) comme moyen de qualifier la participation à travers la démocratisation de l'information.

Nous ne prétendons pas faire une étude exhaustive ni une comparaison critique des deux conceptions car nous considérons qu'il n'existe pas d'incompatibilités entre elles. Au contraire, en effet, sous l'administration actuelle, nous pouvons constater que la coexistence de ces deux instances se montre salutaire et élargit l'éventail d'acteurs sociaux qui participent aux différents forums de discussion de la ville. Il nous semble donc plutôt opportun de distinguer les notions de **processus de démocratisation de l'information** et de **démocratisation de l'information comme processus**, la première étant liée aux formes d'accès et de diffusion de l'information, tandis que la seconde renvoie aux acteurs de l'information, c'est-à-dire que l'information n'est pas traitée que comme une banque de données étanche, sans critique et sans interaction de ceux qui sont

¹ Économiste et conseiller technique à la Direction d'Informations socioéconomiques du Secrétariat municipal de Gouvernance locale et à l'Observatoire de la Ville de Porto Alegre (ObservaPoa). La Direction d'Informations socioéconomiques est l'organisme ayant la responsabilité technique de l'ObservaPoa.

directement impliqués et sont acteurs des phénomènes étudiés et rapportés. Il nous semble cependant que ces deux notions sont nécessaires et qu'elles interviennent à des moments particuliers de la qualification et l'élargissement de la démocratie participative.

Le Budget participatif et l'information

Il n'est pas inutile de rappeler que le Budget participatif est considéré par l'ONU comme l'une des 40 meilleures pratiques de gestion publique urbaine dans le monde. Né dans un contexte où la participation populaire était déjà commune, le Budget participatif a favorisé la création de nouvelles instances et a solidifié celles qui étaient déjà existantes, car il a permis aux citoyens de pouvoir décider directement de l'application de ressources dans le domaine des travaux et des services exécutés par l'administration publique. Lorsqu'il évoque la richesse de l'histoire de la participation populaire dans l'administration publique de Porto Alegre, Fedozzi (2007) souligne que :

“le Budget participatif a constitué, à partir de 1989, l'épine dorsale de cette histoire récente et, comme tel, a suscité l'intérêt de différents agents des mouvements urbains, des partis politiques et des acteurs internationaux”.

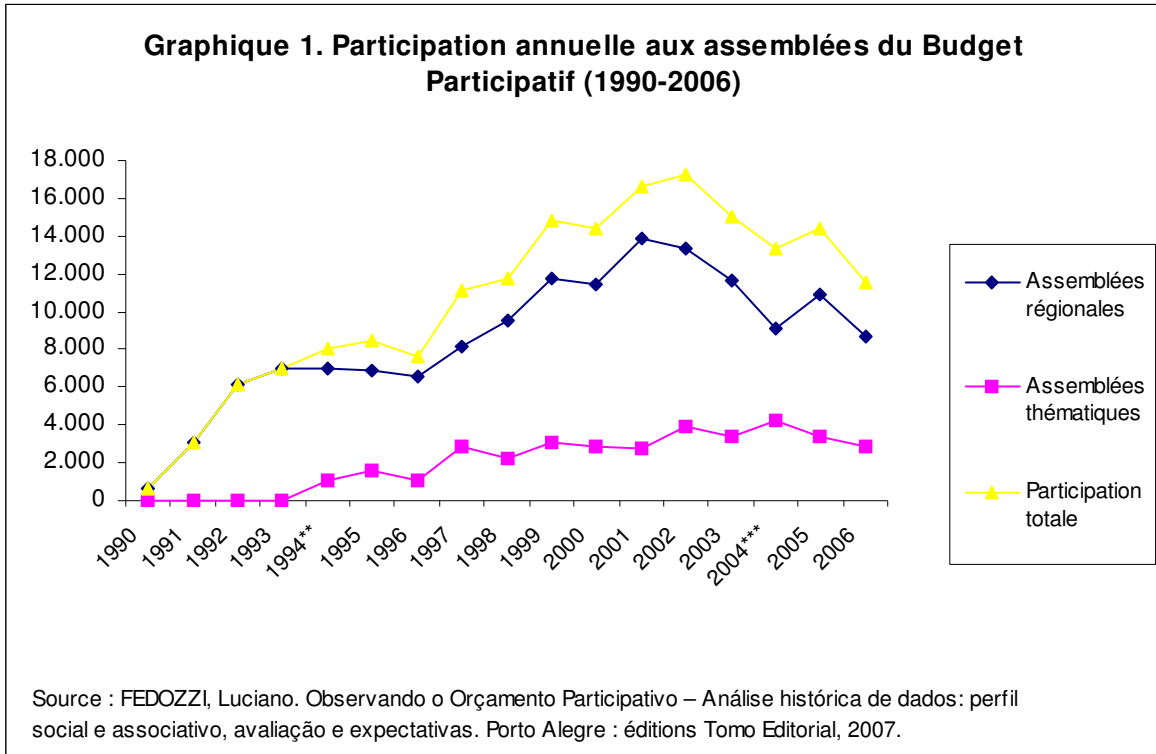
Comme l'intervention populaire dans le cadre du Budget participatif s'effectue avec les fonds du budget public municipal, il existe clairement des limites aux demandes formulées par la population et, par conséquent, les disputes marquent de forme indélébile les assemblées régionales et thématiques. En effet, les disputes tendent à s'exacerber à mesure que les moyens budgétaires diminuent.

Au cours des dix-huit ans d'existence du Budget participatif, les principales demandes de la population se concentrent dans les domaines de la voirie, de l'assainissement et de l'habitation, et ces quatre dernières années les priorités ont été l'habitation, l'éducation et l'assistance sociale.

Dans une étude récente, intitulée “**Observation du Budget participatif de Porto Alegre – Analyse historique de données : profil social et associatif, évaluation et attentes**”, menée dans le cadre d'un partenariat entre l'Observatoire de la Ville de Porto Alegre et le programme de troisième cycle en Sociologie de l'Université Fédérale du Rio Grande do Sul, avec des fonds du Réseau 3 de l'organisation Urb-AL – Démocratie dans la Ville, l'auteur, Luciano Fedozzi présente des résultats de recherches précédentes ainsi que ceux de sa recherche la plus récente, dans le but de "contribuer – dans les limites d'une brève analyse quantitative – à la réflexion critique de tous ceux qui sont engagés dans l'amélioration du Budget participatif et du réseau de participation de Porto Alegre" (Fedozzi, 2007).

Comme la majorité des résultats dégagés dans cette étude couvrent la période allant de 1993 à 2005, il nous semble opportun de citer les principales conclusions auxquelles est arrivé L. Fedozzi. Nous présentons en premier lieu le graphique 1, qui montre clairement les tendances du nombre de participants au Budget participatif.

L'analyse du graphique nous permet de voir deux tendances bien définies relativement au nombre de participants : a) croissances – avec des chutes certaines années – couvrant la période allant du lancement à l'an 2001, pour les assemblées régionales, et 2002 pour le total de participants ; b) chutes accentuées – avec des inversions isolées en 2005 – de 2001 à 2006 pour les assemblées générales, et de 2002 à 2006 pour le total des participants. Une des raisons possibles de cette baisse avancées par l'auteur est la « forte diminution de la capacité d'investissements de la mairie, due à la crise financière apparue en 2002 » (Fedozzi, 2007).



D'autres données publiées dans ces recherches sont la participation à des années précédentes et le niveau d'adhésion au Budget participatif. Comme on peut le voir sur le graphique 2, il n'est pas possible de vérifier une tendance en raison des oscillations accentuées des deux indices sur la période 1995-2005. Les chiffres de 2005 semblent indiquer une tendance à la baisse du niveau d'adhésion, cependant il faut être prudent avant de conclure à l'existence d'une diminution ou non de l'attractivité du Budget participatif, car les intervalles entre les années examinées ne sont pas égaux. Malgré l'inégalité observée durant les périodes faisant l'objet de la recherche, la chute de près de 35% du niveau d'adhésion (attractivité) au Budget participatif de 1995 à 2005 peut indiquer des problèmes autres que les contraintes budgétaires. N'oublions pas que si le niveau d'adhésion décroît, le niveau de fréquence de ceux qui participent augmente, ce qui représente un manque de renouvellement et même une stagnation du processus de participation. Ce constat semble se renforcer à la lecture des tableaux 1 et 2. Analysons quelques données figurant dans ces tableaux.

Graphique 2. Participation au Budget Participatif à des années antérieures et taux d'adhésion (%) - (1995-2005)

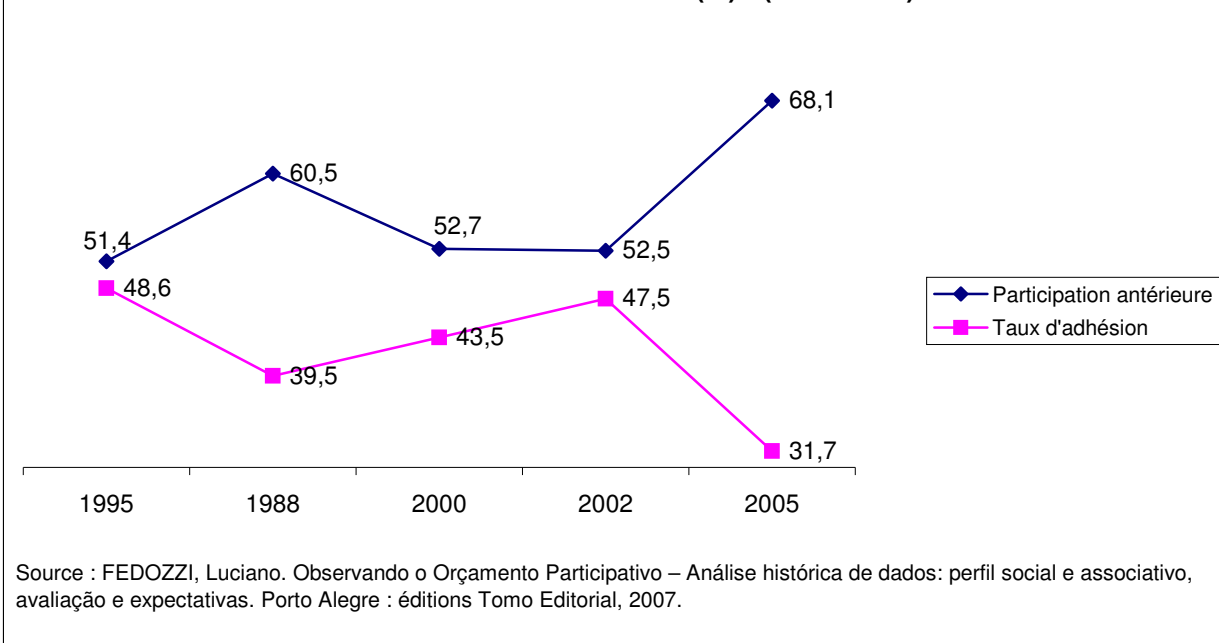


Tableau 1. Nombre de fois d'élection des conseillers (%)

Nombre de fois élu conseiller	2000	2002	2005
1	54,5	53,3	49,1
2	38,6	33,3	36,1
3	2,2	6,7	4,6
4	2,2	1,7	7,4
5 ou plus	2,2	5,0	2,7
Total	100,0	100,0	100,0

Source : FEDOZZI, Luciano. *Observando o Orçamento Participativo – Análise histórica de dados: perfil social e associativo, avaliação e expectativas*. Porto Alegre : éditions Tomo Editorial, 2007.

Tableau 2. Nombre de fois d'élection des délégués (%)

Nombre de fois élu délégué	2000	2002	2005
1	62,9	45,5	33,1
2	20,9	21,7	21,9
3	12,7	11,1	12,5
4	4,9	6,1	7,6
5 ou plus	3,8	15,6	25,0
Total	100,0	100,0	100,0

Source : FEDOZZI, Luciano. *Observando o Orçamento Participativo – Análise histórica de dados: perfil social e associativo, avaliação e expectativas*. Porto Alegre : éditions Tomo Editorial, 2007.

Bien que les taux des participants ayant été élus plus de 3 fois ne soient pas significatifs pour le poste de conseiller, les variations observées de 2000 à 2005 sont expressives. L'augmentation des participants ayant été élus plus de 4 fois à ce poste est supérieure à 236% sur la même période. Mais la situation la plus préoccupante est celle du taux de participants ayant été élus 5 fois ou plus au poste de délégué, car non seulement le pourcentage est élevé et la croissance s'est produite sur les trois ans examinés, mais l'augmentation de 2000 à 2005 dépasse 550%.

Une autre donnée dégagée dans le travail de Fedozzi indique les raisons de participation au Budget participatif. Comme nous le voyons dans le tableau 3, la raison « demande », indiquée par 36,8% des participants en 1998, s'élève à 46,1% en 2005. Une hausse de plus de 25% sur cette période. Bien que le pourcentage des participants indiquant la raison « demande, participation et démocratie » ne soit pas expressif, l'augmentation sur la même période est de plus de 145%.

Tableau 3. Raisons de participation au Budget participatif (%)

Pourquoi participer ?	1998	2005		
		Total	Conseillers	Délégués
Demande	36,8	46,1	28,4	42,8
Demande et liens communautaires	10,5	6,3	4,6	7,6
Demande, participation et démocratie	3,5	8,6	13,8	8,1
Etre appelé, demander, connaître et travaux mal faits	7,7	10,2	2,8	3,1
Démocratie, citoyenneté, participation et contrôle	11,4	13,7	30,3	17,8
Valeurs communautaires liées à la démocratie	24,4	15,2	20,2	20,6
Autres	5,7	-	-	-
Total	100,0	100,0	100,0	100,0

Source : FEDOZZI, Luciano. *Observando o Orçamento Participativo – Análise histórica de dados: perfil social e associativo, avaliação e expectativas*. Porto Alegre : éditions Tomo Editorial, 2007.

Lorsque la raison est « valeurs communautaires liés à la démocratie », la chute du taux des participants mentionnant cette raison est supérieure à 37% sur la même période. Nous constatons que des six raisons évoquées par les

participants, trois contiennent le mot « demande », et que ces dernières présentent une augmentation de 1998 à 2005. Pour la raison « demande de liens communautaires », on observe une diminution de 40%. Nous considérons donc qu'une bonne partie des raisons de participation semblent dissociées des questions liées à la maturité démocratique. Il convient toutefois d'être prudent une fois encore lors de l'analyse de ces données, car « il y a eu une diminution du traitement des demandes ces dernières années, en fonction d'une chute de la capacité d'investissements de la municipalité » (Fedozzi, 2007). Cette contrainte budgétaire n'est cependant pas une raison pour que s'affaiblisse la « construction de valeurs relatives à la culture démocratique et citoyenne au long du temps de participation », car lorsque le temps de participation est supérieur à cinq ans, il y a une augmentation du taux de ceux qui indiquent la raison « démocratie, citoyenneté et contrôle du processus ». Par ailleurs, lorsque les niveaux de revenu et d'éducation augmentent, il y a également une hausse du taux des participants indiquant comme valeurs la « démocratie et la citoyenneté » et les « liens avec la vie communautaire » (Fedozzi, 2007).

Si l'on se penche sur les données de revenu par foyer, on remarque une augmentation de l'inclusion, car relativement aux taux de revenu des participants du Budget participatif, l'étude conclut à une augmentation de l'inclusion des individus dans la zone « jusqu'à 2 salaires minimums » sur la période 1998-2005. À cette période, le taux de participants dans cette zone de revenus grimpe de 30,9% à 49,8%, une augmentation de plus de 60%.

Après ce bref rapport sur la situation du Budget participatif, nous nous penchons sur la façon dont l'information a été traitée dans la période où seul le Budget participatif se présentait comme moyen de participation du citoyen dans la gestion de la municipalité de Porto Alegre.

Ces dix dernières années, nous avons travaillé, avec d'autres conseillers techniques de la mairie de Porto Alegre, sur la prospection, l'organisation et la publication d'informations sur la situation socioéconomique de la ville de Porto

Alegre, en publiant des données administratives relatives aux services municipaux ainsi que des rapports et des études plus spécifiques sur les aspects démographiques, sociaux et économiques de la ville.

Nos travaux de ces dix dernières années ont culminé avec le lancement, en décembre 2004, de la Cartographie d'Inclusion et d'Exclusion Sociale de Porto Alegre, dans laquelle nous avons construit l'Indice de Conditions de Vie (ICV) et l'Indice de Vulnérabilité Sociale (IVS)².

Nous pouvons donc affirmer, en fonction de notre expérience dans l'utilisation des informations et des études relatives à la ville de Porto Alegre, que, la plupart du temps de l'existence du Budget participatif, l'information a été traitée davantage selon la première conception que nous avons évoquée en introduction, c'est-à-dire plus comme un **processus de démocratisation de l'information**, plutôt que comme **démocratisation de l'information comme processus**. Cela ne signifie pas qu'il y avait des problèmes de communication de données et d'informations, bien au contraire, car l'administration s'est toujours efforcée de publier et de diffuser non seulement les actions mises en œuvre, mais aussi tout ce qui favorisait la participation dans les différentes instances et forums de discussion et de décision sur les questions budgétaires et sur la direction que devait suivre la ville. La preuve, ce sont toutes les conférences, les congrès de la ville et les multiples rencontres à l'accès libre et démocratique pour les citoyens. L'interaction avec la gestion budgétaire a également été une caractéristique marquante de la gestion qui s'est achevée en 2004 et il est clair que cette interaction exige que l'on ait accès à des données et des informations. Il n'y a donc eu aucune indisponibilité d'informations au cours de cette gestion.

Ce que nous voulons suggérer, c'est que même la disponibilité et l'accès libre et ample à des données et informations n'est souvent pas suffisant pour une intervention qualifiée dans les instances et les forums démocratiques de discussion et de délibération. Personne n'ignore qu'il existe de nombreuses

² Cette étude est disponible sur le site de l'Observatoire de la Ville de Porto Alegre (www.observapoa.com.br).

banques de données et d'informations – imprimées ou électroniques – dans lesquelles l'interaction ne constitue pas le souci majeur. Même lorsqu'il y a interaction, celle-ci ne consiste qu'en un écho pur et simple où ce qui importe, c'est seulement l'évaluation de ce qui est publié. Mais cette interaction n'a lieu que dans l'univers numérique, sans aucun dialogue avec le citoyen. En effet, il n'y a pas, dans cette conception de l'information, de possibilité de développer une pédagogie de l'information, comprise comme la possibilité de communiquer et de débattre directement l'information avec ceux qui vivent les phénomènes rapportés. Comprendre la démocratisation de l'information comme un processus demande qu'elle soit traitée comme une source d'autonomisation qui qualifie l'intervention et permet au citoyen d'aller au-delà de la conception de traitement des demandes comme une responsabilité unique et exclusive de la sphère publique étatique. L'interaction entre la source et la réception de l'information doit franchir les limites du simple consentement et validation pour arriver à une interaction où les pôles – fournisseur et récepteur – puissent, en renversant les positions polaires, saisir l'importance de chacun dans ce que nous appelons ici **information comme processus** : ce qui importe, ce n'est pas le consentement/validation de l'un ou de l'autre, fournisseur e récepteur de l'information, relativement à ce qui est publié, mais l'interaction et la compréhension de l'importance de l'information dans la qualification des interventions et dans la possibilité de dépasser la demande en soi, la demande sans prise de conscience, sans recherche des liens avec les valeurs communautaires, avec la citoyenneté et la participation.

Une information révélée par l'étude de Fedozzi peut nous aider à comprendre les causes du faible taux de participants à prendre la parole lors des réunions du Budget participatif. En 1998, la somme des taux de ceux qui ne parlent « jamais » et de ceux qui parlent « des fois » atteint 81,5%. En 2005, cette somme baisse à 79,6%, une diminution très faible pour une période aussi longue. En 2005, si l'on considère le niveau d'éducation, la somme des pourcentages de ceux qui ne parlent « jamais » et de ceux qui parlent « des fois » est de 86,5% pour ceux n'ayant suivi que l'enseignement obligatoire. La même année, la somme de ceux qui déclarent parler « toujours » et « presque toujours » arrive à plus de

27%, le niveau d'éducation de ces participants étant supérieur (universitaire). Ces chiffres, même s'ils ne sont pas conclusifs, nous permettent de suggérer que des participants à faible scolarité semblent se manifester proportionnellement moins que ceux ayant suivi des études supérieures.

Nous considérons que les causes de la faible participation liée aux bas niveaux d'études, bien qu'emblématiques d'une certaine exclusion en fonction du niveau de scolarité, sont également liées au manque d'interaction et de préparation des informations aux périodes qui précèdent les débats et les interventions ouverts à la manifestation des citoyens. Nous voulons donc affirmer qu'il est possible d'informer en interagissant, à condition que, comme nous l'avons déjà dit, source et récepteur de l'information aient une vision claire du caractère interactif de ce qui est communiqué et que cette interaction puisse surmonter ou au moins pallier les déficiences du bas niveau de scolarité, pour que le citoyen soit informé de façon à ce qu'il puisse faire de sa parole un moyen d'expression qualifié.

La manifestation citoyenne dans les instances de participation démocratique est essentielle pour ce que Fedozzi appelle « l'interaction discursive » et qui, selon lui :

“en tant qu'apprentissage démocratique et de citoyenneté, représente un grand défi pédagogique pour l'évolution plus égalitaire des chances de croissance sociale et individuelle créées par le Budget participatif”.

La Gouvernance Solidaire Locale et l'information

En 2005 commence à Porto Alegre une nouvelle gestion après seize ans de gestion du Parti des Travailleurs. La gestion actuelle s'était engagée dès la période électorale à maintenir le Budget participatif, qu'elle considérait comme un acquis de la citoyenneté et une marque de la démocratie participative. Il y avait

cependant de la part de ceux qui participaient aux différents forums de gestion publique, et notamment au Budget participatif, la crainte que cet engagement ne se concrétise pas et qu'il ne s'agisse que de propagande électorale. Cette inquiétude est révélée dans l'étude de Fedozzi, où nous constatons que la somme des taux de participants qui pensaient que sous la nouvelle gestion (2005-2008) le Budget participatif serait « affaibli » et « remplacé par une autre forme de participation », dépasse les 40%. Parmi les conseillers du Budget participatif, ce taux est de près de 45% et parmi les délégués, de 50%. Ces taux sont expressifs si nous prenons en compte une expérience de seize ans, jouissant de la reconnaissance nationale et internationale, et qui constitue une référence pour d'autres villes du Brésil et du monde.

Ces inquiétudes ne se sont pas confirmées et le Budget participatif a été maintenu avec les mêmes caractéristiques et le même fonctionnement. La diminution du nombre de participants en 2006 est une donnée trop récente pour être analysée avec rigueur statistique, car la tendance à la baisse s'est amorcée en 2002 et ne peut donc être attribuée à la gestion actuelle.

Parmi les innovations apportées par la gestion actuelle, nous soulignons la Gouvernance solidaire locale (GSL), car nous considérons que c'est celle qui rejoint le mieux l'esprit de la démocratie participative. Reposant sur le principe que l'on doit dépasser le modèle de participation et le remplacer par celui de co-gestion – gouverner avec la société civile, ne pas dépendre que des ressources du budget public et tenir compte du budget social créé dans le cadre de la gouvernance –, la GSL promeut la participation démocratique des citoyens en faveur de l'épanouissement des personnes et des communautés, stimulant les partenariats pour la mise en œuvre d'action qui améliorent les conditions de vie et les relations sociales de la population. Sur son site, le Secrétariat de Coordination publique et de Gouvernance locale met en avant le fait qu'il tient à donner suite au Budget participatif, qu'il considère comme une importante instance de décision du budget public municipal, et affirme aussi l'objectif d'améliorer le Budget participatif et d'autres formes de gestion participative.

Cependant, même si elle souligne l'importance du Budget participatif, la GSL cherche à élargir l'éventail des acteurs sociaux car elle considère que le budget social est plus large que le budget public et que l'action publique ne se limite pas à la sphère publique étatique.

Dans un article récent présenté lors de la rencontre « Évaluer la participation citoyenne », organisée par l'Institut de Gouvernement et de Politiques (IGOP), en février 2007, Adriana Furtado, assistante sociale et conseillère technique à l'Observatoire de la Ville de Porto Alegre, fait une synthèse très claire du contexte associatif dans lequel ont été mises en place les Gouvernances locales :

“Les richesses des formes associatives de la ville et des solutions novatrices des problèmes locaux ont élargi la possibilité de participation au-delà de la discussion budgétaire en avançant dans la direction d'un plan participatif. La conjugaison du budget et du plan participatifs ouvre le champ de la gestion participative. Dans ce sens, les questions en débat dans **Gouvernances locales** présupposent le renforcement de la gestion participative dans la ville, potentialisent le capital social existant dans les communautés et construisent des alternatives de développement local”. (Furtado, 2007, c'est nous qui soulignons).

Au bout de trois ans de l'actuelle gestion et avec la mise en place récente des Gouvernances locales, il nous semble qu'il serait imprudent de faire le bilan de sa réceptivité comme instance de participation car nous ne disposons pas encore d'informations et/ou de chiffres aussi précis que ceux que nous avons utilisés pour l'analyse du Budget participatif. En effet, nous considérons qu'il manque un fondement statistique minimum pour que nous puissions échapper aux écarts typiques d'analyses faites en hâte, et que seul le temps peut nous fournir les conditions de développer un point de vue rétrospectif et suffisamment distancé des discussions fiévreuses du moment présent.

Quant à la façon dont l'information est traitée dans l'actuelle gestion, et plus particulièrement depuis la mise en place de la Gouvernance solidaire locale, nous pensons disposer d'un minimum de conditions pour suggérer que cette conception est plus proche de la démocratisation de l'information comme processus que simplement d'un processus de démocratisation de l'information.

Nous considérons que certaines actions mises en œuvre par la gestion actuelle ont impliqué directement la recherche d'un rapprochement plus interactif avec les citoyens par la publication de données et d'informations. En créant le Secrétariat de Coordination politique et de Gouvernance locale, la gestion actuelle a eu le souci de créer aussi dans sa structure administrative une Direction d'informations, chargée, entre autres fonctions, d'organiser, de systématiser, de cartographier et de publier les données et les informations sur la ville de Porto Alegre sur les plans municipal et intermunicipal.

Les attributions de la Direction d'informations socioéconomiques montrent clairement le besoin de publier les chiffres et les informations au niveau géographique le plus petit possible, car il y avait une demande d'information à un niveau géographique qui permette de visualiser les hétérogénéités socioéconomiques non captées par les indices existant aux niveaux municipal, de région du Budget participatif et de quartier.

L'Observatoire de la Ville de Porto Alegre et la démocratisation de l'information comme processus

C'est dans le contexte de maintien du Budget participatif et de mise en place de la Gouvernance solidaire locale que naît l'idée de la création d'un Observatoire de la Ville de Porto Alegre (ObservaPoa). C'est dans ce contexte riche en transformations dans la façon d'administrer la ville et la solidification du Budget participatif que nous avons fait nos premiers pas vers la constitution d'un espace où la disponibilité et l'accès aux informations n'étaient que le début d'un chemin qui culmina avec la création, en mars 2006, de l'ObservaPoa.

Fruit de la combinaison entre la perception de l'actuelle gestion et les possibilités créées par le projet Observatoires locaux de démocratie participative (OLDP) du programme Urb-AI, l'ObservaPoa s'est constitué à partir d'un ample partenariat entre la mairie de Porto Alegre, le Conseil du Budget participatif, l'Université fédérale du Rio Grande do Sul, l'Université PUC, la Fondation d'économie et de statistique du Rio Grande do Sul, le département intersyndical de statistique et d'études socioéconomiques, et la Compagnie municipale de traitement d'informations de la municipalité de Porto Alegre.

En ce qui concerne la participation de la mairie de Porto Alegre, il revient au Secrétariat de Coordination politique et de Gouvernance locale, à travers la Direction d'informations socioéconomiques, d'assumer la Coordination technique de l'ObservaPoa. Composée au début de ses activités par quatre conseillers techniques de la mairie de Porto Alegre, la Coordination technique était responsable de la préparation des contenus publiés lors des premières présentations de l'ObservaPoa. La Compagnie de traitement d'informations de la municipalité de Porto Alegre est chargée du développement de la technologie d'information du site. Au fur et à mesure que les partenaires remettent leurs études et/ou recherches, le site s'enrichit et devient de plus en plus attractif, car une bonne partie des études suivent l'un des objectifs fondamentaux tracés dans le projet de création de l'ObservaPoa, c'est-à-dire rendre disponibles les informations cartographiées et au niveau intra-urbain. Ainsi, chaque citoyen dispose d'informations relatives à son quartier et à sa région de Budget participatif, et peut alors préparer ses interventions et demandes à partir d'informations publiques et sûres, actuelles et provenant de sources sûres. En outre, les informations sur la ville de Porto Alegre, qui auparavant étaient éparpillées dans une énorme quantité de sites, ont été regroupées sur un seul site depuis la création de l'ObservaPoa.

Le citoyen peut aujourd'hui naviguer sur le site de l'ObservaPoa et obtenir, en un clic sur la carte de son quartier ou de sa région de Budget participatif, les informations dont il a besoin pour qualifier ses interventions et ses demandes. Outre les cartes thématiques, le citoyen a également accès à une banque de

données statistiques sous forme de tableaux, qu'il peut monter lui-même selon ses besoins. Il peut aussi s'inscrire pour recevoir des informations sur la publication de nouveaux contenus et la réalisation de rencontres, et envoyer ses suggestions et questions au sujet d'informations qu'il considère erronées, formant un échange interactif avec les conseillers techniques, qui permet non seulement d'établir un lien de confiance, mais aussi de garantir que sans son interactivité avec le site, celui-ci perd de l'importance.

Si l'on ne prend en compte que ces caractéristiques de création multiorganisationnelle, de contenu et de forme de l'ObservaPoa, il se peut qu'une bonne partie de la réflexion proposée lors de la **7^e Conférence de l'OIDP** soit représentée, car le défi de l'ouverture de la participation citoyenne dans les processus de démocratie participative passe nécessairement par la disponibilité et par la facilité de l'accès à l'information. Mais il faut aller plus loin si nous voulons faire augmenter la participation aussi bien en termes de nombre de participants qu'en qualité des interventions.

Des citoyens et/ou des secteurs ne canalisent encore pas leurs interventions et leurs demandes via des forums de démocratie participative soit parce qu'il existe d'autres stratégies permettant le traitement de leurs besoins par les pouvoirs publics, soit parce qu'ils ne pensent pas que la démocratie participative puisse être meilleure que ces stratégies. Dans ce sens, nous pensons que la mise en place du programme Gouvernance solidaire locale cherche à élargir l'éventail d'acteurs sociaux en leur montrant qu'avec le capital social il est possible de surmonter les limitations du budget public et des actions restreintes à la sphère publique étatique. En effet, si jusqu'à présent, à travers le Budget participatif, nous n'avons pas su convaincre ces citoyens et secteurs des bénéfices de la démocratie participative, il nous semble que la Gouvernance solidaire locale, elle, prend le bon chemin.

En ce qui concerne la qualification des interventions et des demandes, il nous semble que l'incorporation des citoyens et des secteurs qui ne participent

toujours pas à des forums démocratiques, passe par la qualification et l'interactivité de l'information. Et nous nous tournons alors vers la conception de démocratisation de l'information comme processus, comme interactivité entre celui qui émet et celui qui reçoit l'information. Et c'est à partir de cette conception que nous cherchons des mécanismes permettant à l'ObservaPoa d'interagir avec le citoyen.

Pour ce faire, les conseillers techniques sont allés à toutes les assemblées régionales et thématiques du Budget participatif, et ont présenté avant qu'elles ne commencent les facilités d'accès et de navigation de l'ObservaPoa. Nous cherchions par là à faire voir aux participants qu'au-delà des facilités de navigation et d'accès, il existait une série d'informations qui pourraient être combinées pour qu'ils puissent qualifier leurs demandes et réaliser leurs interventions en public de manière plus sûre et à pied d'égalité avec les citoyens les plus informés et davantage habitués à prendre la parole. Cependant, cette stratégie s'est avérée inadéquate car dans ces assemblées les participants préparent leurs demandes préalablement et les interventions s'en tiennent à la défense de certaines demandes et à l'analyse des actions de la mairie en ce qui concerne le traitement donné à des informations d'années précédentes ou des problèmes récents de la région et/ou de la ville. Bien qu'il s'agisse d'un moment culminant de participation démocratique, ce n'est pas un moment adéquat pour établir un contact interactif plus approfondi.

Ayant constaté les limitations de l'interactivité dans les assemblées régionales et thématiques, nous nous sommes dit qu'il était plus opportun de présenter le projet et de dialoguer avec les citoyens en dehors des assemblées. Nous sommes alors allés dans toutes les régions afin de processus présenter le site d'une façon plus interactive, créant un dialogue plus direct de façon à pouvoir saisir les besoins et les limites des citoyens relativement à la compréhension des informations et, plus particulièrement, leur accord et leurs critiques du fonds et de la forme d'ObservaPoa. Cela a été une expérience essentielle, qui nous permis de vérifier combien peuvent être distants le fonds et la forme de l'information par

rapport à ceux qui font généralement partie du phénomène social informé. Nous avons reçu des critiques concernant des informations obsolètes (démographiques, administratives, etc.) ou des régionalisations qui ne tenaient pas compte des différences sociales accentuées dans une même région et/ou quartier.

À partir des échos positifs à nos visites dans les régions, nous avons constaté que si nous réalisions des ateliers sur le fonctionnement et les contenus d'ObservaPoa avec les fonctionnaires des centres administratifs, les représentants du Budget participatif de chaque région et les responsables des Gouvernances locales, nous pourrions former des agents multiplicateurs qui, en raison de leur contact direct et presque quotidien avec les citoyens, seraient à même de diffuser le site d'ObservaPoa. De plus, les informations contenues sur ObservaPoa pourraient ainsi servir d'outil de travail quotidien, soit pour des questions administratives liées à la situation des services fournis par la mairie de Porto Alegre, soit pour des questions relatives à la construction qualifiée des demandes, ou bien pour la formulation de projets de développement local. En effet, plus ces multiplicateurs maîtrisent les contenus d'ObservaPoa, plus grande est l'économie de temps dans la recherche d'informations et meilleure est la réponse des citoyens relativement à la mise à jour du site. Plusieurs ateliers ont donc eu lieu, avec ces fonctionnaires et représentants, au long de 2006, et nous avons pu vérifier que de nombreux citoyens ont commencé à se manifester à travers le courrier électronique d'ObservaPoa et que de nombreuses organisations ont joint notre équipe pour diffuser le site et pour se renseigner sur sa conception.

Près de deux ans après le lancement de l'ObservaPoa, nous constatons qu'il y a toujours des défis à relever. Malgré les initiatives de la mairie de Porto Alegre visant à augmenter l'accès à Internet en mettant en place 25 Télécentres³ et 1 Cibernarium⁴, la majorité de la population reste toujours exclue du monde numérique. Ces deux projets de la mairie de Porto Alegre ont été créés à partir de

³ Les Télécentres sont des espaces d'informatique, coordonnés par la mairie, possédant de 10 à 20 ordinateurs connectés à Internet, une imprimante et un scanner. Ces unités offrent des cours d'informatique et la navigation gratuite sur Internet.

⁴ Le Cibernarium est un projet de la mairie de Porto Alegre, coordonné par la Compagnie municipale de technologie (Procempa) et dont l'objectif est de réduire l'exclusion numérique en offrant l'accès gratuit à Internet ainsi que des cours d'informatique (200 places par mois). Les cours sont également dispensés pour les non-voyants.

la prise de conscience que l'exclusion numérique est fortement liée à l'insuffisance des revenus, qui ne permet pas d'avoir accès aux bénéfices de la société d'information. Donc, si nous considérons le revenu insuffisant comme principal variable dans la détermination de la pauvreté, ce facteur ne peut être sous-estimé par les villes qui prétendent faire de la démocratisation de l'information un processus d'élargissement de la participation, car même si la réduction de la pauvreté n'est pas exclusivement du ressort des gouvernements locaux, l'information est de plus en plus importante dans le monde numérique. En effet, il n'est pas possible de qualifier la participation sans réduire la pauvreté, tout comme il n'est pas possible de réduire la pauvreté durablement sans qualifier la participation.

Mais, malgré les limitations décrites plus haut, nous avons cherché d'autres moyens d'interaction avec les citoyens, soit à travers des publications, soit par le contact direct lors de rencontres et de débats sur les contenus et la forme de l'ObservaPoa. Nous avons participé à de nombreuses rencontres au cours desquelles nous avons présenté le site et avons interagi avec le public, et nous continuons à établir des liens qui nous permettent de qualifier les informations disponibles. Actuellement, en octobre 2007, nous mettons en place un accord avec le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) pour l'élaboration de l'Indice de développement humain intra-urbain pour la région métropolitaine de Porto Alegre, au moyen duquel nous pourrions disposer de plus de 100 indices en Unités de développement humain (UDH) qui nous permettront de vérifier les hétérogénéités intramunicipale et intrarégionale. Nous continuons, car nous croyons qu'il est possible d'augmenter et de qualifier la participation en informant de façon interactive et en n'oubliant pas que « **ne sachant pas que c'était impossible, il l'a fait** ».

Octobre 2007

BIBLIOGRAPHIE

FEDOZZI, Luciano. *Observando o Orçamento Participativo – Análise histórica de dados: perfil social e associativo, avaliação e expectativas*. Porto Alegre : éditions Tomo Editorial, 2007.

FURTADO, Adriana. *Observatório da Cidade de Porto Alegre – democratizando a informação. Indicadores socioeconômicos com elemento para a tomada de decisões e indicadores de acompanhamento do Orçamento Participativo*. Disponible sur : <http://www.observapoa.com.br>. Visité le : 10 octobre 2007.

Observatório da Cidade de Porto Alegre. Projeto Técnico. Porto Alegre, 2005. Disponible sur : <http://www.observapoa.com.br>. Visité le : 10 octobre 2007.